

COLOMBIE

La volonté de faire appliquer le droit international humanitaire n'est pas présente

Index AI : AMR 23/036/2003

Mardi 6 mai 2003

Amnesty International a condamné ce mardi 6 mai les homicides de Guillermo Gaviria Correa, gouverneur d'Antioquia et de Gilberto Echeverri Mejía, ancien ministre de la Défense, ainsi que ceux de huit membres des forces armées ; tous étaient retenus prisonniers par les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie).

« *La prise d'otages et le meurtre de prisonniers sont des violations du droit international humanitaire. Si une enquête judiciaire établissait que les FARC ont exécuté les otages et soldats faits prisonniers cela montrerait un mépris flagrant du droit international humanitaire* », a déclaré Amnesty International. Une enquête judiciaire devrait également établir si, dans le cas où une opération militaire aurait été tentée pour sauver les prisonniers, les forces de sécurité ont fait un usage excessif de la force en violation des normes internationales.

« *Que ces deux otages aient été tués est particulièrement tragique au regard des efforts entrepris au niveau national et international pour appeler les FARC à garantir leur sécurité et celles des autres otages* », a ajouté l'organisation.

Le lundi 5 mai 2003, le gouvernement a annoncé que les FARC avaient tué le gouverneur et l'ancien ministre de la Défense. Selon des informations diffusées depuis Medellin, les FARC auraient déclaré avoir exécuté les prisonniers lorsque des unités de l'armée ont tenté une opération de sauvetage.

« *Amnesty International appelle encore une fois les FARC à mettre un terme immédiat aux enlèvements et prises d'otages et à remettre en liberté immédiatement et sans condition toutes les victimes d'enlèvements.* »

Complément d'information

En avril 2002, Guillermo Gaviria Correa, gouverneur d'Antioquia, et son conseiller pour la paix, Gilberto Echeverri,

avaient été enlevés par les FARC alors qu'ils participaient à une marche pacifique dans le département d'Antioquia. Leur enlèvement intervenait après celui de plusieurs autres personnalités politiques.

En février 2002, le sénateur Jorge Eduardo Gechem Turbay, la candidate aux élections présidentielles Ingrid Betancourt et son assistante de campagne Clara Rojas étaient enlevés. En avril 2002, ce sont douze membres de l'Assemblée départementale du Valle del Cauca qui étaient enlevés.

Le 8 novembre 2002, Amnesty International a adressé une lettre aux FARC, dénonçant ces enlèvements et renouvelant sa condamnation de la poursuite de cette pratique par les FARC. L'organisation appelait les FARC à faire en sorte que soient remises en liberté immédiatement et sans condition toutes les personnes retenues par elles en otages ; elle leur demandait également de garantir la sécurité des membres des forces armées qu'elles détenaient. Amnesty International rappelait aux FARC qu'en agissant ainsi, elles se conformeraient à leurs obligations au regard du droit international humanitaire.

Aucune réponse à cette lettre n'a été reçue. Les homicides qui viennent de se produire montrent un total manque de volonté politique pour respecter le droit international humanitaire.

Amnesty International considère que le respect du droit international humanitaire par des groupes de guérillas représenterait un progrès important et aiderait à protéger la population civile des effets du conflit. La mort des otages souligne l'urgence de parvenir à un accord humanitaire entre le gouvernement et les forces de guérilla afin d'aider à ce que la population civile soit protégée du conflit.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter le site <http://www.amnesty.org/>